

Cols bleus : une stratégie pour gagner

Les uns après les autres, les syndicats du secteur public de Montréal se mobilisent pour défendre les intérêts de leurs membres. C'est présentement au tour des cols bleus de se battre pour l'augmentation salariale substantielle qu'ils méritent. Après la grève d'une journée en février, c'est une grève de trois jours qui est prévue cette semaine. C'est une bonne chose que le SCFP 301 reste inébranlable et refuse de signer une entente qui ferait reculer les conditions de travail de ses membres — mais ces derniers doivent demeurer extrêmement vigilants pour que la direction du syndicat n'accepte pas des reculs contre leur volonté !

Cette lutte n'est pas seulement celle des cols bleus. Avec sa proposition de 11% sur cinq ans, la Ville veut imposer un cadre d'appauvrissement à l'ensemble des groupes de travailleuses et de travailleurs. Les dirigeants des cols bleus affirment que « face à une stratégie patronale qui tente d'imposer les mêmes balises à tous, la réponse doit être la solidarité et la coordination entre les syndicats ». C'est vrai, mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ?

Jusqu'à présent, la lutte intersyndicale ne s'est manifestée qu'en des paroles de « solidarité », des réunions conjointes des syndicats avec la mairesse et une poignée de représentants lors des mobilisations respectives. Mais cela n'est pas suffisant pour atteindre « un changement de cap dans les décisions de la nouvelle administration de la ville ». La tactique où chaque syndicat fait grève séparément ou pour des journées de grève partielles (comme à la STM) ne marche pas. Utilisons plutôt ce débrayage de trois jours pour préparer le terrain et étendre la grève lors de la prochaine phase. ***Ce qu'il faut, c'est mobiliser toute la force du mouvement syndical montréalais pour faire grève avec les cols bleus !***

Pour éviter que la lutte ne se solde par un échec, la direction du 301 doit changer de stratégie : se concentrer sur ce qui est « réalisable » dans la logique budgétaire de

la Ville mène droit à l'impasse. Par exemple, une opposition à la sous-traitance basée sur l'argument qu'elle coûte « trop cher » cède le terrain à l'employeur en limitant la lutte à des modifications dans les écritures budgétaires. En même temps, la Ville se sert de son cadre financier assez pitoyable pour attiser l'opinion publique contre les cols bleus « gras durs », et monter les différents syndicats les uns contre les autres pour obtenir plus de miettes. Aussi, se plier à la liste infinie de « services essentiels » du TAT est la meilleure façon pour le syndicat de se tirer dans le pied — les syndiqués sont les mieux placés pour savoir ce qui est essentiel ou non !

Mais au bout du compte la meilleure réponse au chantage gouvernemental qui prétend que les intérêts des travailleurs vont à l'encontre de ceux de la population est une **grève solide**. Ce ne sont pas les salaires des travailleurs municipaux qui rendent le coût de vie trop élevé pour les Montréalais, ce sont le système de la propriété privée et les politiques gouvernementales. La classe ouvrière est la première victime des coupures budgétaires dans les services sociaux et les infrastructures publiques qui tombent en ruine. La sous-traitance, la pénurie de personnel, les mauvaises conditions de travail qui rendent difficile le recrutement **sapent** tous le pouvoir des syndicats et **minent** les services publics. Pour cette raison, la grève des cols bleus est dans l'intérêt de l'ensemble de la classe ouvrière.

Il faut aussi une stratégie qui va plus loin que le simple « syndicalisme de combat ». En l'absence d'une stratégie sérieuse pour gagner, le militantisme tout seul va inévitablement se heurter à une partie patronale qui, elle, est organisée jusque dans les plus hautes sphères de l'État — le TAT, les tribunaux et la police si nécessaire. En plus, chaque niveau de pouvoir se dit à court d'argent et rejette la faute sur les autres niveaux jusqu'au gouvernement fédéral. On sait pourtant que la CAQ « trouve » de l'argent

pour donner aux multinationales comme Northvolt et que Carney « trouve » l'argent pour ses dépenses militaires !

La Ville ne négocie jamais de bonne foi parce que l'État-patron, comme n'importe quel autre employeur, cherche à tirer le plus de la force de travail de ses employés au moindre coût possible. Il n'y aura pas d'améliorations réelles des conditions de travail dans le secteur public sans une bataille contre les intérêts de la mairesse, de la CAQ (et ses attaques antisyndicales comme la loi 14) et de la classe capitaliste qu'ils représentent. Les autres syndicats municipaux doivent démontrer *en action* leur solidarité avec les cols bleus, respecter leurs lignes de piquetage et préparer une grève générale illimitée de tous les syndicats de la Ville. C'est seulement face à une

telle mobilisation que les patrons « trouveront » l'argent et retireront leurs demandes de reculs. Sinon, ce sera encore une défaite pour le mouvement syndical.

Pour une grève solide, il faut traduire la solidarité intersyndicale en actes concrets. Les cols bleus devraient envoyer des délégations auprès des syndicats représentant l'ensemble des employés municipaux, les cols blancs, les employés du transport en commun, et les inciter à se *joindre* à la grève. De même, les grévistes devraient appeler les autres locaux du SCFP dans la région de Montréal comme les débardeurs à exercer leur pouvoir social pour défendre le mouvement syndical dans Montréal. La ville ne fonctionne pas sans les cols bleus — mais il ne faut pas les laisser se battre seuls !

- Mobilisez les travailleuses et travailleurs de la Ville de Montréal. Prolongez et étendez la grève !
- La grève est dans l'intérêt de tous. On ne traverse pas les lignes de piquetage !
- Ne comptons que sur nos propres moyens. À bas le TAT et les partis de patrons ! À bas les « services essentiels » du gouvernement — seuls les syndicats doivent décider de ce qui est essentiel ou non !
- Pas de sous-traitance ni de privatisations ! Rétablissez les services publics par le pouvoir syndical !



Ligue trotskyste au Québec et au Canada

Rep_Ouvriere | republicueouvriere | Iciqi.org | 514-728-7578 | republicueouvriere@gmail.com